



1 route de l'Hôpital
LABRUYERE B.P. 10239
60332 LIANCOURT Cedex
Standard : 03 44 31 55 00
Fax Paul Doumer : 03 44 31 55 30

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

n° 20-064-P01 du 27 mars
2020

La présente consultation porte sur « des **prestations de gardiennage nécessaire aux besoins de l'hôpital désaffecté de Villemin et de l'hôpital Paul DOUMER** de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

Imputation : 62881

Ce document est associé au cahier des Clause Techniques Particulières (CCTP).

SOMMAIRE

<i>Article 1. DISPOSITIONS GENERALES</i>	3
1.1 Objet	3
1.2 Durée	3
1.3 Lieu d'exécution des prestations	3
<i>Article 2. DISPOSITIONS FINANCIERES</i>	3
2.1 Forme des prix	3
2.2 Prix définitif	3
<i>Article 3. ORGANISATION DE L'ACHAT</i>	3
3.1 Forme du marché	3
3.2 Allotissement	4
<i>Article 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS</i>	4
<i>Article 5. COMMANDE S</i>	4
5.1 Commandes	4
5.1 Exécution de la prestation	5
<i>Article 6. CONTROLE - SUIVI DU MARCHE</i>	5
6.1 Contrôle	5
6.2 Suivi du marché	5
<i>Article 7. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC</i>	5
7.1 Clause de réexamen	5
7.2 Changement de dénomination sociale du titulaire	6
7.3 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution	6
<i>Article 8. OBLIGATION DU PRESTATAIRE</i>	6
8.1 Certificats	6
8.2 Secret professionnel et confidentialité	6
8.3 Accès aux établissements - Identification	8
8.4 Grèves	8
<i>Article 9. CONDITIONS D'EXECUTION</i>	8
<i>Article 10. FACTURATION - PAIEMENT</i>	9
10.1 Facturation	9
10.2 Paiement	9
10.3 Avances	10
<i>Article 11. ASSURANCES</i>	10
<i>Article 12. NANTISSEMENT</i>	10
<i>Article 13. RETENUE DE GARANTIE</i>	10
<i>Article 14. PENALITES - RESILIATION</i>	10
14.1 Pénalités	10
14.2 Résiliation	11
<i>Article 15. LITIGE</i>	12
<i>Article 16. DEROGATIONS</i>	12

Article 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet

La présente consultation porte sur « des prestations de gardiennage nécessaire aux besoins de l'hôpital désaffecté de Villemin et de l'hôpital Paul DOUMER de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris.

1.2 Durée

Le marché est passé pour une période ferme allant **de la date de notification au 30/11/2020**.

Le marché sera résiliable sans indemnité à la seule demande de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris à compter du 01/10/2020.

1.3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le titulaire au sein du site désaffecté de l'hôpital Villemin et ponctuellement au sein de l'hôpital Paul DOUMER.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans l'acte d'engagement et/ou le cahier des clauses techniques particulières.

Article 2. DISPOSITIONS FINANCIERES

2.1 Forme des prix

Le marché est à prix mixtes, c'est-à-dire à prix forfaitaires et unitaires répartis comme suit :

- Le marché est conclu à prix forfaitaires pour l'ensemble des prestations liées à l'hôpital Villemin. Les sociétés devront proposer un prix mensuel pour le gardiennage du site désaffecté de l'hôpital Villemin.
- Le marché est conclu à prix unitaires pour des prestations de gardiennage ponctuelles sur l'hôpital Paul Doumer et éventuellement sur l'hôpital Villemin.

2.2 Prix définitif

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

Article 3. ORGANISATION DE L'ACHAT

3.1 Forme du marché

La présente consultation est mise en œuvre sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application de l'article R.2124-2 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2162-4 du Code de la commande publique, l'accord cadre est conclu :

Désignation	Montant HT minimum sur toute la durée du marché	Montant HT maximum sur toute la durée du marché
Prestation de gardiennage	0 €	300 000€

L'hôpital Paul DOUMER s'engage sur un montant minimum pour la durée totale du marché.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum pour la durée totale du marché.

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations complémentaires exécutées par le fournisseur initial et /ou similaires au sens de l'article L. 2111-7 du Code de la commande publique.

3.2 Allotissement

Les prestations sont réparties en un lot unique, le marché n'est donc pas alloti conformément à l'article L2113-11 du Code de la commande publique.

Article 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- l'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières et techniques ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Les éléments techniques et le Cadre de réponse technique (CRT) ;

Article 5. COMMANDES

5.1 Commandes

Les commandes seront établies par l'hôpital Paul Doumer ou le siège de l'AP-HP et transmises au titulaire, soit par courrier, soit par téléphone, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service à rappeler sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande.

Elle seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder la durée de validité du marché. Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le

premier jour d'exécution du marché afin de permettre un début de prestation et ou livraison à la date de début de marché.

Pour toutes prestations ponctuelles, le titulaire du marché devra transmettre à l'hôpital Paul DOUMER un devis en respectant les prix proposés dans le bordereau de prix unitaire.

5.1 Exécution de la prestation

L'exécution de la prestation est décrite dans le cahier des clauses techniques particulières.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la prestation et ce dès le premier jour (base de vie, WC chimique...).

Article 6. CONTROLE - SUIVI DU MARCHE

6.1 Contrôle

L'hôpital Paul Doumer se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

Le contrôle doit également être fait en adéquation avec ce qui est attendu dans le cahier des clauses techniques particulières (art. 9).

6.2 Suivi du marché

Le Responsable du service sécurité de l'Hôpital Paul Doumer ou son représentant vérifie régulièrement la bonne exécution du marché et décide des actions à mener auprès des titulaires pour corriger les manquements à l'exécution du marché.

Trois niveaux sont prévus :

Niveau 1 :

- 1^{ère} mise en demeure de mener des actions correctives par lettre en courrier recommandé avec accusé de réception. Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Niveau 2 :

- convocation du titulaire par lettre en courrier recommandé avec accusé de réception si aucune action corrective ou observation n'a été présentée.

Niveau 3 :

- 2^{ème} mise en demeure de mener des actions correctives par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces trois niveaux d'intervention, et dans le cas où le titulaire n'aurait pas mené les actions correctives appropriées, l'Hôpital Paul Doumer pourra résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

Article 7. MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC

7.1 Clause de réexamen

En application du 1^{er} de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenants. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à la cellule des marchés dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

Hôpital Paul DOUMER
Cellule des marchés
1 route de l'hôpital
BP10239 Labruyère
60332 Liancourt cedex

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par la cellule des marchés.

7.3 Changement de personnalité morale du titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justifiantes de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Article 8. OBLIGATION DU PRESTATAIRE

8.1 Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

8.2 Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA.

La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le Titulaire veille à ce qu'au cours de l'exécution du présent marché, soient respectées la sécurité et la confidentialité des données et des accès informatiques de l'APHP conformément aux lois et régimes applicables, et notamment conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles (article 29) et aux dispositions du code pénal en vigueur.

À ce titre, le Titulaire s'engage :

- À ne rendre publique aucune information de l'AP-HP, sans l'accord de l'AP-HP, quelle que soit la source ou l'origine de cette information.
- À n'utiliser les informations et documents délivrées par l'APHP qu'à sa demande exclusive et pour la finalité définie dans le présent marché ;
- À ne pas divulguer à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, et sous quelque forme que ce soit, les informations et documents communiqués par l'APHP à l'occasion de l'exécution du présent marché; Le prestataire retenu sera tenu à la discrétion d'usage pour tout ce qui concerne tant le patient que le service, le contenu du dossier et/ou l'état du malade dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions.
- À prendre toutes les mesures pour que lesdites données ne puissent être accessibles à d'autres personnes que les personnels attachés à leur traitement et à leur analyse. Ces derniers seront sensibilisés au caractère stratégique des informations et documents confiés et liés au Titulaire par un engagement de confidentialité ;
- À ne pas procéder à des copies, utilisations ou diffusion de partie ou totalité d'un fichier et/ou d'une donnée détenus par l'AP-HP ou installés sur une configuration, sur un support, sur un élément ou sur un sous-ensemble d'une configuration détenus par celle-ci, à l'exception des copies, utilisations ou diffusion nécessaires à l'exécution d'une prestation prévue au présent marché, auquel cas l'accord de l'APHP est nécessaire ;
- À ne pas sortir du lieu d'hébergement des configurations, des supports numériques ou d'autres, d'éléments ou sous-ensembles d'une configuration, d'un matériel, ou d'une documentation détenue par l'APHP sans l'autorisation préalable et écrite de celle-ci.

Le dossier médical de chacun des malades, qui sera éventuellement remis à l'équipe ambulancière pour être transmis aux agents accrédités par l'établissement, ne devra en aucun cas être remis au patient ou à leur famille.

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'APHP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

8.3 Accès aux établissements - Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle. (art. 3 du CCTP)

8.4 Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.

Article 9. CONDITIONS D'EXECUTION

Réunions de prise d'effet (art.10 du CCTP) :

Cette réunion planifiée avant la prise d'effet du marché aura pour objectif :

- De procéder à la mise en place du marché :
 - Echange des coordonnées des différents interlocuteurs
 - Etablissement des autorisations d'accès
- De rappeler les contraintes particulières que le prestataire rencontrera lors de l'exécution de ces prestations.

Article 10. FACTURATION - PAIEMENT

10.1 Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Pour les marchés de fournitures et équipements uniquement, si clause souhaitée :

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- nom et adresse du créancier ;
- les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- le Code APE ;
- la désignation de chaque article livré (marque, quantité) ou de la prestation ;
- le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 00011 ;
- le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- le numéro de marché ;
- les n° des bons de livraison des fournitures et leur date ou la date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

10.2 Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

10.3 Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Article 11. ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Article 12. NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

Article 13. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet

Article 14. PENALITES - RESILIATION

14.1 Pénalités

Conformément à l'article 3 du CCTP, un constat d'absence du chien fera l'objet d'une pénalité de 150 € / constat.

Conformément à l'article 3 du CCTP, la non possibilité de joindre le maître-chien par téléphone pendant sa période de travail fera l'objet d'une pénalité de 150 €/constat.

Nota : Cette pénalité sera effective en cas d'impossibilité de joindre le maître-chien et de non rappel de celui-ci sous 20 mn après avoir laissé un message sur son téléphone répondeur.

Conformément à l'article 3 du CCTP, l'absence d'appel téléphonique en cas d'événement grave fera l'objet d'une pénalité de 150 € /constat.

Conformément à l'article 3 du CCTP, la non transmission d'un rapport sous 12h en cas d'événement grave au responsable sécurité fera l'objet d'une pénalité de 150 € /constat.

Conformément à l'article 3 du CCTP, l'absence de tenue réglementaire fera l'objet d'une pénalité de 50 €/constat.

Conformément à l'article 3.1 du CCTP, l'absence de remplacement du cadenas sur le portail du site de Villemin fera l'objet d'une pénalité de 50 €/constat non traité sous 24 h majoré de 50 € par tranche de 24h.

Conformément à l'article 3.1 du CCTP, le non-respect des rondes fera l'objet d'une pénalité de 150 € / rondes non effectuées. Ce constat se fera par l'analyse des pointages effectués.

Ces pénalités de non-respect des rondes ne s'appliqueront pas dans le cas suivant :

En cas de panne, le CH Paul Doumer devra être informé. Le prestataire disposera alors de 48 h pour remédier à ce défaut

Conformément à l'article 7,

- la non transmission sous 15 jours dès la notification du marché ou à chaque changement d'agent de la copie des pièces suivantes :
 - Certificat de Qualification professionnelle » (CQP), avec option « cynophile »,
 - Carnet de vaccination du chien
- pour les agents affectés sur le site fera l'objet pénalité (par agent concerné) de 150 € majoré de 50 €/ semaine de retard.

Conformément à l'article 8 du CCTP, le non-respect de la transmission du planning des vacations au plus tard le 22 de chaque mois fera l'objet d'une pénalité de 150 € majoré de 50 € par semaine de retard.

Conformément à l'article 8 du CCTP, le non remplacement sous 2 heures d'un agent absent fera l'objet d'une pénalité de 150 € majoré de 50 €/ heure de retard.

Conformément à l'article 8, l'absence de formalisation par mail de la prise de poste d'un agent fera l'objet d'une pénalité de 150 € / constat.

Conformément à l'article 8, un nombre de 4 retards supérieur à 10 m sur 30 jours glissants fera l'objet d'une pénalité de 150 € majoré de 50 € par retard supplémentaires.

Conformément à l'article 9 du CCTP, la carence de contrôle mensuel par un « contrôleur » fera l'objet d'une pénalité de 250 € / mois concerné.

Conformément à l'article 11 du CCTP, la carence de mise en place d'une base de vie et/ou d'un WC chimique fera l'objet d'une pénalité de 150 € majoré de 100 € par jour de retard.

14.2 Résiliation

L'hôpital Paul DOUMER peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, , prononcer la résiliation du marché après **deux mises en demeure** ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 32 CCAG / FCS (Chapitre VI). La cellule des marchés se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du

fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles L2195-1 à l'article L2195-6 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

Article 15. LITIGE

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif d'Amiens est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Tribunal Administratif d'Amiens
14, rue Lemerchier
CS 81114
80011 Amiens Cedex 01
Téléphone : 03 22 33 61 70- Télécopie : 03 22 33 61 71

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Article 16. DEROGATIONS

Pour tout ce qui n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP, le titulaire du marché est soumis aux dispositions du CCAG/FCS.